

	Maître d'Ouvrage : COMMUNAUTE DE COMMUNES DOMBES SAÔNE VALLEE
	Maître d'Œuvre : NALDEO

Marché de Travaux

**Construction de la nouvelle station d'épuration de
Civrieux**

Marché n° 24APAT04

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Pièce n° 0

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MAITRE D'OUVRAGE :

Le Maître d'Ouvrage de la présente opération est :

Communauté de Communes Dombes Saône Vallée
627 Route de Jassans
01 602 TREVoux Cedex

MAITRE D'ŒUVRE :

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

NALDEO
222 Cours Lafayette
69003 LYON

OPERATION :

**Construction de la nouvelle station d'épuration de
Civrieux**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Mardi 11 Juin 2024 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	5
1.1. Objet du marché.....	5
1.2. Description.....	5
1.3. Nomenclature CPV.....	5
ARTICLE 2. FRACTIONNEMENT DE L'OPERATION	5
2.1. Découpage en lots.....	5
2.2. Découpage en tranches.....	6
2.3. Forme juridique de l'attributaire - Dévolution des travaux.....	6
ARTICLE 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	6
3.1. Procédure.....	6
3.2. Limitation du Nombre de Candidats	6
3.3. Personnes concernées par l'opération.....	7
3.4. Délai de l'opération.....	7
3.5. Délais de validité des offres	7
3.6. Dossier de consultation.....	7
3.7. Cahier des charges.....	7
3.8. Contenu du dossier de consultation	8
3.9. Modification du dossier de consultation	8
3.10. Visite des lieux.....	8
3.11. Renseignements complémentaires	9
3.12. Investigations complémentaires.....	9
ARTICLE 4. VARIANTES ET OPTIONS.....	9
4.1. Compléments à apporter au cahier des charges.....	9
4.2. Variantes à l'initiative des candidats.....	9
4.3. Variantes à l'initiative de l'acheteur.....	10
4.4. Options	10
ARTICLE 5. MODE DE REGLEMENT DU MARCHE.....	10
5.1. Unité monétaire.....	10
5.2. Mode de règlement.....	10
ARTICLE 6. PRESENTATION DES OFFRES	11
6.1. Offre dématérialisée.....	11
6.2. Copie de sauvegarde	11
ARTICLE 7. CONDITIONS DE PARTICIPATION	12
7.1. Pièces à remettre à l'appui de la candidature	12
7.2. Autres informations.....	13
ARTICLE 8. LANGUE	14
ARTICLE 9. JUGEMENT DES CANDIDATURES	14
9.1. Examen des candidatures.....	14
9.2. Réduction du nombre de candidats	15
9.3. Nombre minimum de candidats.....	15
ARTICLE 10. INVITATION A SOUMISSIONNER.....	15

ARTICLE 11.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE.	15
11.1.	Présentation de l'offre.....	Erreur ! Signet non défini.
11.2.	Présentation des variantes.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 12.	JUGEMENT DES OFFRES	16
12.1.	Examen des offres.....	16
12.2.	Traitements particuliers de certaines offres avant analyse	16
12.3.	Sélection avant classement	17
12.4.	Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	17
12.5.	Critères de jugement.....	17
12.6.	Négociation.....	18
12.7.	Sélection de l'offre attributaire	19
12.8.	Documents à fournir	19
12.9.	Arrêt de la procédure	20
ARTICLE 13.	VOIES ET DELAIS DE RECOURS	21

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Objet du marché

Le présent marché concerne les travaux associés à la mise en œuvre d'une nouvelle station d'épuration de Civrieux. Cette dernière sera construite sur le site de la station d'épuration existante, avec mobilisation du site voisin pour l'extension et l'implantation du traitement des boues par lits plantés de roseaux. Les travaux de la nouvelle station d'épuration de 3200 EH seront réalisés au sein des ouvrages existants, qui seront maintenus en exploitation pendant la totalité des travaux, avec des exigences fortes pour la continuité de service.

1.2. Description

Les travaux objets de la présente consultation concernent les travaux de construction et de la nouvelle station d'épuration de Civrieux

Ces travaux intègrent :

- Construction d'une nouvelle station d'épuration de 3200 EH
- Station de type boues activées avec un traitement des boues par rhizocompostage
- Reconversion du bassin d'aération actuel en bassin d'orage
- Implantation des ouvrages :
 - Au sein des ouvrages de la STEP existante : bâtiments techniques, bassins hydraulique de la filière eau
 - Au sein des parcelles d'extension : lits plantés de roseaux dédiés au traitement des boues
- Construction des ouvrages respectant un phasage de continuité de service et d'implantation des ouvrages de la file d'eau au sein d'emprises d'ouvrages actuellement mobilisées (lits de roseaux actuels sous-dimensionnés, silo à boues hors d'usage) et à démolir avant construction
- Traitement architectural du projet, avec mise en œuvre de panneaux solaires
- Travaux VRD et paysager des abords du site, avec mise place d'une noue pour la gestion du pluvial
- Travaux d'adaptations sur le chemin d'accès depuis le Bourg de Civrieux, en vue de permettre l'accès des engins lourds an phase chantier
- Démolition finale de l'ensemble des ouvrages non utilisés
- Mise en service des installations, la formation du personnel et la période d'observation

1.3. Nomenclature CPV

CPV : 45232420-2 : Travaux de construction de stations d'épuration des eaux usées

ARTICLE 2. FRACTIONNEMENT DE L'OPERATION

2.1. Découpage en lots

Il n'est pas prévu de découpage en lots.

Le regroupement de l'ensemble des opérations de travaux liées à la construction de la station d'épuration au sein du marché est justifié par la complexité de l'opération, faisant intervenir différentes entreprises pour des travaux de natures variées (équipement, génie-civil, électricité, canalisation...) avec une

prestation initiale non complètement figée, et optimisable par le corps de métier de conception « process ». Ainsi, compte tenu des interférences importantes entre ces travaux de différentes natures, un allotissement des travaux STEP en plusieurs lots cloisonnerait l'appel d'offre dans une solution unique, qui ne laisserait que trop peu d'ouverture à l'amélioration technique du projet, profitable à la collectivité, et envisageable par l'intermédiaire d'une variante.

2.2. Découpage en tranches

Il n'est pas prévu de découpage en tranches.

2.3. Forme juridique de l'attributaire - Dévolution des travaux

Les candidats devront disposer des compétences dans les domaines suivants:

- Process de traitement des eaux usées
- Equipements électromécaniques, électricité / automatisme
- Génie-civil
- Travaux de canalisations

Conformément à l'article R2142-27 du Code de la Commande Publique, le co-traitant chargé des travaux de traitement de l'eau sera obligatoirement le mandataire du groupement conjoint.

Le marché sera conclu avec une entreprise générale ou un groupement d'entreprise.

Lors de l'attribution du marché, le groupement devra impérativement prendre la forme juridique de groupement conjoint à mandataire solidaire : le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Un même candidat ne pourra pas se présenter :

1. En qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement,
2. En qualité de membre de plusieurs groupements.

Les membres du groupement conjoint devront définir précisément la répartition technique et financière des prestations dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique, en vue de la passation d'un marché public d'exécution de travaux.

3.2. Limitation du Nombre de Candidats

Sans objet

3.3. Personnes concernées par l'opération

Les personnes concernées par l'opération, ainsi que leurs missions, sont précisées au CCAP.

3.4. Délai de l'opération

A titre indicatif, le démarrage du marché de travaux est envisagé avant décembre 2024.

Le respect de ce délai est une condition nécessaire à subventionnement du projet.

Le délai de réalisation du marché est proposé librement, par l'entreprise, dans l'acte d'engagement sans qu'il puisse, en aucun cas, excéder la somme des délais plafonds par phases indiqués à l'acte d'engagement.

L'instruction du permis de construire est menée en parallèle de la présente consultation, par l'architecte du groupement de maîtrise d'œuvre. Un délai pour la réalisation éventuelle et l'instruction d'un permis modificatif devra être intégré, le cas échéant, dans les délais du candidat.

3.5. Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date fixée pour la remise des offres.

3.6. Dossier de consultation

Conformément aux articles R2132-1 à 6 du Code de la Commande Publique, les documents de consultation sont disponibles gratuitement sur le profil d'acheteur à l'adresse :

<https://marchespublics.ain.fr>

Les candidats sont invités, lors du téléchargement du DCE sur la plateforme indiquée ci-dessus, à renseigner une adresse électronique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que cette identification et l'adresse électronique communiquée constituera le moyen de communication entre l'acheteur et le candidat pour la suite de la procédure notamment en cas de modification intervenant dans les termes de la consultation.

3.7. Cahier des charges

Le présent marché, conformément à l'article R2112-2 du Code de la Commande Publique, fait référence aux documents généraux applicables aux marchés publics suivants :

- CCAG applicable aux marchés de travaux
- L'ensemble des normes et fascicules du CCTG applicables aux travaux et fournitures objets de la présente consultation.

Ces documents ne sont pas inclus au marché, et sont disponibles de manière courante pour un coût raisonnable (notamment sur le site de la DAJ : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>) ;

Ils sont complétés par les documents particuliers du marché.

3.8. Contenu du dossier de consultation

Le contenu du dossier de consultation est le suivant :

Pièce n°0	Règlement de consultation
Pièce n°1	Acte d'engagement et ses annexes
<i>Pièce n°1-1</i>	<i>Cahier des Garanties</i>
<i>Pièce n°1-2</i>	<i>Bilan Prévisionnel d'Exploitation</i>
Pièce n°2	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Pièce n°3	Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
<i>Pièce n°3-1</i>	<i>CCTP – Conception générale, études, chantier et essais</i>
<i>Pièce n°3-2</i>	<i>CCTP – Equipement, Electricité et Automatismes</i>
<i>Pièce n°3-3</i>	<i>CCTP – Génie civil – Bâtiment –VRD</i>
Pièce n°4	Annexes au CCTP
<i>Pièce n°4-1</i>	<i>Levés topographiques (STEP + site d'extension)</i>
<i>Pièce n°4-2</i>	<i>Plans de la STEP existante – <u>Pièce Indicative</u></i>
<i>Pièce n°4-3</i>	<i>Plans NALDEO : Plans PRO STEP – <u>Pièce Indicative</u></i>
<i>Pièce n°4-4</i>	<i>Dossier de Permis de Construire initial – <u>Pièce Indicative</u></i>
<i>Pièce n°4-5</i>	<i>Rapports d'études géotechniques (études 2000 et 2024)</i>
<i>Pièce n°4-6</i>	<i>Dossier de Conception Spécifique (DCS) transmis à la SNCF</i>
<i>Pièce n°4-7</i>	<i>Liste des DT sur l'ensemble du secteur de travaux – <u>Pièce Indicative</u></i>
<i>Pièce n°4-8</i>	<i>CCTP applicables aux contrôles des dispositifs d'autosurveillances des collectivités</i>
<i>Pièce n°4-9</i>	<i>Relevé de géodétection des réseaux – <u>Pièce Indicative</u> – Diffusion en cours de Consultation</i>
<i>Pièce n°4-10</i>	<i>Rapport initial du Contrôleur Technique – Diffusion en cours de Consultation</i>
<i>Pièce n°4-11</i>	<i>Projet d'Arrêté préfectoral de la STEP – Diffusion en cours de Consultation</i>
Pièce n°5	Plan Général de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) – Diffusion en cours de Consultation
Pièce n°6	Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

3.9. Modification du dossier de consultation

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au Dossier de Consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du Dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du Dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable, en fonction de cette nouvelle date.

3.10. Visite des lieux

Les interlocuteurs techniques du dossier sont les suivants :

- Maître d'ouvrage (CCDSV) : Jean-Marc DEPALLE – Service Assainissement - jmdepalle@ccdsv.fr
- Maître d'œuvre NALDEO : Etienne DUMOLLARD – etienne.dumollard@naldeo.com

Il est prévu une visite obligatoire du site actuel. La visite du nouveau site est libre.

La date de visite est fixée au **mardi 30 avril à 10h00**.

En cas de nécessité une seconde date de visite pourra être fixée au cours de la consultation.

Une attestation de visite sera remise à la fin de la visite. Elle devra être jointe à la candidature. L'absence de fourniture de l'attestation de visite est un motif de rejet de la candidature.

La visite se déroule en présence d'un représentant de la CCDSV et du maître d'œuvre. Les opérateurs économiques ont accès à l'ensemble des installations des sites visités de manière libre. Lors de la visite, il ne sera pas possible de formuler des questions.

A l'issue de la visite, les opérateurs économiques peuvent adresser par écrit des questions à la CCDSV sur le profil acheteur.

La CCDSV communiquera les questions et les réponses, de manière anonyme, dans les conditions applicables aux demandes de renseignements complémentaires.

Pour l'accès aux sites, les opérateurs économiques devront respecter les consignes de sécurité, disposer des équipements de protection individuelle et des formations appropriées. A défaut, tout participant pourra être invité par la CCDSV à interrompre sa participation aux visites.

3.11. Renseignements complémentaires

Les concurrents peuvent poser des questions écrites relatives au dossier.

Ces questions devront être adressées par courrier ou messages déposés sur la plateforme du profil d'acheteur.

Ces demandes devront être adressées au plus tard 15 jours avant la date de remise des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale.

Le maître d'ouvrage répondra à l'ensemble des questions écrites sous forme de lettre circulaire diffusée aux concurrents retenus, au plus tard 6 jours avant la remise des offres.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

3.12. Investigations complémentaires

Sans objet.

ARTICLE 4. VARIANTES ET OPTIONS

4.1. Compléments à apporter au cahier des charges

Il n'y a aucun complément ni dérogation à apporter au cahier des charges.

4.2. Variantes à l'initiative des candidats

Les candidats sont autorisés à proposer des offres variantes.

Les candidats ne sont pas obligés de présenter une offre de base pour présenter des offres variantes.

Les candidats devront formuler une offre au titre de la Prestation Supplémentaire Eventuelle obligatoire y compris dans le cas d'offres variantes sans quoi leur offre sera considérée comme étant irrégulière.

Les variantes ne pourront pas porter sur :

- Charges polluantes et débits de traitement à admettre sur la filière
- Filière de traitement de l'eau par boues activées
- Filière de traitement des boues par lits plantés de roseaux
- L'atteinte des performances et le respect des obligations de l'arrêté préfectoral
- Le principe de traitement architectural du bâtiment et du site
- Le maintien de la continuité de service tout au long du chantier
- La construction anticipée de la filière de traitement des boues, dans le terrain d'extension. Celle-ci sera mise en service en anticipation, afin de permettre la démolition des ouvrages de la file boue existante
- La construction de nouveaux ouvrages de traitement en lieu et place des ouvrages de la file boue existante à démolir
- Le mode d'aération du bassin biologique
- Le type de casiers du rhizocompostage (lits bétonnés)
- Le type de traitement tertiaire
- La réutilisation / réhabilitation du clarificateur existant n'est pas envisageable
- Les stipulations du CCAP
- Les stipulations de l'Acte d'Engagement

4.3. Variantes à l'initiative de l'acheteur

Solutions alternatives

Sans Objet

4.4. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il est prévu une PSE consistant en la mise en œuvre de panneaux solaires en toiture du bâtiment technique cf : Article 5.5.13 du CCTP conception générale.

Cette PSE est obligatoire.

4.5. Options

Sans Objet.

Article 5. MODE DE REGLEMENT DU MARCHE

5.1. Unité monétaire

L'unité monétaire retenue pour le règlement du marché est l'EURO.

5.2. Mode de règlement

Le mode de règlement retenu par le maître d'ouvrage est le virement administratif en euros.

Article 6. PRESENTATION DES OFFRES

6.1. Offre dématérialisée

Les offres seront transmises par voie électronique par téléchargement sur la plateforme de télétransmission, à l'adresse suivante :

<https://marchespublics.ain.fr>

6.2. Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique, les candidats ont la possibilité de transmettre également une copie de sauvegarde au format papier ou sur support physique électronique.

Les offres de sauvegarde sur support physique seront présentées sous pli fermé portant lisiblement la mention :

« Copie de sauvegarde de l'offre pour la construction de la nouvelle station d'épuration de Civrieux, ne pas ouvrir sauf en cas de défaillance de l'offre dématérialisée »

Elles sont à envoyer en RAR ou à remettre à l'adresse suivante :

Communauté de Communes Dombes Saône Vallée

627 Route de Jassans

01 602 TREVOUX Cedex

Les horaires d'ouvertures en cas de dépôt sont les suivants :

Du lundi au vendredi : 8h30-12h30/13h30-17h00

La date limite de réception des offres de sauvegarde est celle indiquée en page de garde du présent document.

Les dossiers qui seraient remis après la date et heure fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous pli non cacheté ou ne respectant les prescriptions de présentation (indiquées ci-après), seront détruits et ne pourront être utilisés comme offre de sauvegarde.

Rappel :

En cas d'impossibilité d'ouverture d'un des fichiers composant la candidature ou l'offre, le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture de la copie de sauvegarde, si celle-ci a été fournie et reçue dans les délais impartis pour la remise des offres.

En l'absence d'une copie de sauvegarde, une offre dont l'un des fichiers n'a pu être ouvert est réputée ne pas avoir été reçue : elle est éliminée et le candidat en est informé conformément à l'article R2181-1 du Code de la Commande Publique.

Article 7. CONDITIONS DE PARTICIPATION

7.1. Pièces à remettre à l'appui de la candidature

Le candidat doit remettre les documents suivants, en version non signée :

Situation Juridique

1. **La lettre de candidature** (formulaire DC1) ou document équivalent permettant d'identifier le candidat ou chaque membre du groupement si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques.
2. Une déclaration sur l'honneur pour justifier que l'opérateur :
 - n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L2141-1 à L2141-10 du code de la commande publique
 - est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés lorsqu'il y est assujéti (R2143-3 du code de la commande publique).

Si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir une déclaration sur l'honneur.
3. **La déclaration du candidat** (formulaire DC2) ou document équivalent permettant de s'assurer que le candidat ou chaque membre du groupement dispose des capacités économiques, financières et techniques suffisant pour l'exécution du marché.
4. Tout document permettant de justifier **de l'habilitation du signataire à engager le candidat**, par exemple, l'extrait K-bis et/ou l'attestation d'inscription au Répertoire des Métiers ou autre immatriculation ou agrément (ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France).
5. Le **procès-verbal de la réunion du comité social et économique** consacrée à l'examen du rapport et du programme mentionnés à l'article L. 2312-27 du code du travail. Cette pièce n'est cependant obligatoire que si le comité social et économique précité est mis en place, obligation légale pour les entreprises de plus de 11 salariés, au plus tard au 31 décembre 2019.

Capacités économiques et financières

6. **Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat** et, le cas échéant, le **chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public**, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
7. La preuve d'une **assurance pour responsabilité civile**

Capacités Techniques

8. Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

9. Une **description de l'outillage, du matériel et de l'équipement** technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

10. Des **certificats de qualification professionnelle** établis par des organismes indépendants. :

11. Certificats FNTP ou équivalents¹

- *Qualification SYNTEAU, de Classe n°2*
- *Identifications professionnelles FNTP*
 - Identification professionnelle FNTP 1632 Bassins divers relatifs à l'épuration des eaux usées Capacité < 5 000 m³
 - Identification professionnelle FNTP 164 Génie civil station de pompage ; refoulement, relèvement, station traitement d'eau potable ou d'eau usée ;

12. Une **liste des travaux équivalent exécutés au cours des cinq dernières années** assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- *Liste de des travaux de même nature :*
 - Travaux équipements, construction de station d'épuration type boues activées de capacités comprises entre à 2000 EH et 10 000 EH,
 - Travaux sur filière de traitement des boues par rhizocompostage
 - Travaux de Génie-Civil sur ouvrages hydrauliques

Le candidat pourra apporter la preuve de ces capacités professionnelles (dont qualification et listes de travaux), technique et financière par tout moyen jugé équivalent. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui sont exigés de lui par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

7.2. Autres informations

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

L'attention des candidats est attirée en outre sur le fait que l'attributaire du marché se verra demander avant l'attribution effective et définitive du marché la fourniture de certaines pièces et la réalisation de certaines formalités, non exigibles au stade de l'offre mais obligatoires avant l'attribution du marché (Cf. notamment le chapitre 12.8 ci-dessous).

¹L'acheteur acceptera tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres

Article 8. LANGUE

Si des documents remis sont rédigés dans une autre langue que la langue française, ils sont obligatoirement accompagnés d'une traduction (Article R2143-16 du Code de la Commande Publique).

ARTICLE 9. JUGEMENT DES CANDIDATURES

9.1. Examen des candidatures

Le nombre de candidats admis à soumissionner n'est pas limité

La sélection et la vérification des candidatures sont effectuées selon les modalités définies aux articles R 2144-1 à R 2144-4 et R 2144-6 à R 2144-7 du code de la commande publique.

L'appréciation des capacités techniques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises.

S'il apparaît que l'aptitude d'un candidat à exercer l'activité professionnelle, ou ses capacités économique, financière, techniques et professionnelles sont manifestement incompatibles avec l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur pourra écarter ce candidat à tout moment de la procédure, et au plus tard avant l'attribution du marché.

En outre, les candidatures :

- a) qui ne comportent pas tous les justificatifs (non précédés du mot « éventuellement ») énoncés à l'article 7.1 ci-avant ;
- b) qui ne sont pas rédigées en langue française ou, s'il y a lieu, non accompagnées d'une traduction en langue française certifiée ;

ne seront pas admises.

Toutefois, si les pièces réclamées sont absentes ou incomplètes, mais à la seule condition que le représentant légal du pouvoir adjudicateur le décide, tous les candidats dont la candidature est incomplète pourront être invités à produire ou compléter ces pièces dans un délai identique fixé par le représentant légal du pouvoir adjudicateur et qui ne saurait être supérieur à cinq (5) jours.

Conformément à la faculté qui lui est laissée à l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures. Lorsqu'il fait usage de cette faculté, le pouvoir adjudicateur n'invite que le seul attributaire pressenti à compléter sa candidature. Si l'attributaire pressenti ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, moyens de preuve, compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est éliminée, et le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Les candidatures relevant d'une des interdictions de soumissionner facultatives figurant aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la Commande Publique pourront être éliminées.

Les candidatures arrivées hors délai sont éliminées.

9.2. Réduction du nombre de candidats

Sans Objet

9.3. Nombre minimum de candidats

Sans Objet

Article 10. INVITATION A SOUMISSIONNER

Sans Objet

Article 11. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE.

L'offre remise par les candidats (offre de base et/ou offre variante) contiendra les documents suivants :

Acte d'engagement et ses annexes :

Le cadre d'acte d'engagement est à compléter, dater et **signer électroniquement** par une personne habilitée à engager le candidat

Décomposition du prix Global et Forfaitaire dûment complété.

Lorsque ces pièces ont été fournies dans un format exploitable par tableur l'offre doit comporter ces mêmes fichiers complétés et au format tableur.

Mémoire Technique du candidat

Le mémoire technique précise les modalités que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

Il comprend une présentation précise et détaillée avec :

- Un mémoire justificatif de la filière de traitement proposée comprenant :
 - Une note de dimensionnement des différents ouvrages/équipements ;
 - Un descriptif détaillé des équipements mis en place en précisant notamment la marque, le type, les caractéristiques principales et les matériaux
- Un descriptif concernant l'électricité et l'automatisme
- Un descriptif des travaux de génie civil / VRD et architecturaux (descriptif des travaux, descriptif des matériaux mis en œuvre (nature, provenance, performances) comprenant les hypothèses de calcul de structure et de fondations des ouvrages ainsi que les matériaux mis en œuvre (nature, provenance, performances). Les sujets de géotechniques et de structures liés à la réhabilitation après démolition à proximité d'ouvrages existants (construction à proximité de la passerelle du bassin d'aération, construction au droit des fondations des anciens ouvrages) devront particulièrement être mis en avant
- Une note relative à l'organisation de l'entreprise et aux dispositions prises pour la réalisation des travaux et la gestion des mises en services : phasage des travaux, modalités de gestion de la continuité de service, gestion des contraintes d'accès depuis le centre de Civrieux-Bourg
- Une notice de fiabilité comprenant les équipements prévus en secours (installés et en magasin)

Pièces graphiques

- Un cahier de plans au format minimum A3 qui sera composé au minimum des plans suivants :

- un plan d'ensemble du projet reporté sur le fond de plan topographique
- un profil hydraulique général
- un schéma précisant le fonctionnement du process (PID)
- un plan ou des plans précisant les caractéristiques dimensionnelles ainsi que l'implantation des principaux équipements. Ces plans devront être suffisamment précis pour que puissent être appréciées la faisabilité et la constructibilité de chaque ouvrage
- pour chaque ouvrage, un ensemble de plans précisant les caractéristiques dimensionnelles ainsi que l'implantation des principaux équipements. Ces plans devront être suffisamment précis pour que puissent être appréciées la faisabilité et la constructibilité de chaque ouvrage,
- un plan d'installation de chantier
- un plan de phasage, matérialisant les différentes étapes de travaux

Calendrier prévisionnel

- Un calendrier prévisionnel d'intervention de l'entreprise accompagné d'une note descriptive précisant le déroulement des travaux, les moyens mis en œuvre pour réaliser les travaux tout en assurant la continuité d'exploitation.

Variantes

Pour chaque variante proposée le candidat fournit, en sus des éléments ci-dessus, les documents techniques – plans, descriptifs, justificatifs etc... – nécessaires à l'évaluation technique et financière de la variante proposée.

Article 12. JUGEMENT DES OFFRES

12.1. Examen des offres

Les offres sont examinées dans les conditions fixées aux articles R2152-1 à R2152-5 du Code de la Commande Publique.

L'acheteur élimine les offres reçues après la date limite de réception fixée.

Les offres reçues dans le délai imparti sont analysées et classées selon les critères définis aux présent Règlement de la Consultation, par l'acheteur ou son représentant.

L'absence de signature de l'offre ne constituant pas une irrégularité, les candidats dans ce cas ne seront invités à signer leur offre que dans le cas où ils sont attributaires.

12.2. Traitements particuliers de certaines offres avant analyse

Offres anormalement basses

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la Commande Publique, les offres qui seraient suspectées d'être anormalement basse, y compris pour la partie qui serait sous traitée, feront l'objet d'une demande de compléments d'information et d'un examen détaillé.

Possibilité de régularisation limitée des offres irrégulières

Conformément à l'article R2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur conserve la possibilité d'autoriser les candidats ayant présenté une offre irrégulière à la régulariser, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

La régularisation, la correction des offres n'est pas faite par l'acheteur et n'est acceptée que dans la mesure où elle ne modifie pas substantiellement l'offre. Dans le cas contraire l'offre modifiée est éliminée comme étant irrégulière.

12.3. Sélection avant classement

Sans objet.

12.4. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le jugement des offres fait l'objet d'une double analyse :

- Une première analyse comparative des offres de bases et des offres variantes sans tenir compte de la Prestation Supplémentaire éventuelle. Elles seront analysées en une seule fois, de manière commune, sur la base des mêmes critères, et des mêmes modalités définies tels que définis ci-après.
- Une deuxième analyse comparative des offres de bases et des offres variantes prenant en compte de la Prestation Supplémentaire Eventuelle. Elles seront analysées en une seule fois, de manière commune, sur la base des mêmes critères, et des mêmes modalités définies tels que définis ci-après.

Les critères de jugement des offres restent identiques pour les deux analyses.

12.5. Critères de jugement

Les critères pris en compte pour le classement et le jugement des offres sont les suivants par ordre de pondération décroissante :

Critère n°1 - Solution Technique	55%
Sous-critère n°1 : Process, Equipements et fiabilité des installations <i>Pertinence et justification des choix techniques concernant la filière de traitement, son dimensionnement et sa conception</i> <i>Fiabilité des installations, équipements de secours et moyens mis en œuvre pour maintenir le service en phase exploitation</i> <i>Niveaux de garantie apportés sur les performances de traitement annoncées au Cahier des garanties souscrites</i> <i>Analyse basée sur le mémoire technique (note de dimensionnement, notice de fiabilité), le cahier des garanties souscrites, et le carnet de plans</i>	15%
Sous-critère n°2 : Travaux Génie-Civil, terrassements, VRD <i>Pertinence et justification des choix techniques concernant la conception, le dimensionnement et l'exécution des ouvrages pour la partie Génie-Civil, géotechnique et travaux de VRD</i> <i>Qualité des matériels ouvrages GC et matériaux de construction</i> <i>Analyse basée sur le mémoire technique (descriptif travaux GC) et le carnet de plans</i>	15%

Sous-critère n°3 : Organisation des études et du chantier, phasage, mise en service et continuité de service <i>Pertinence de l'organisation des études et chantier, du phasage et du planning, prise en compte des contraintes de continuité de service pendant la phase chantier, prise en compte des contraintes du site et de l'accès</i> <i>Pertinence de l'organisation prévue pour la mise en service, assistance à l'exploitation et formation du personnel</i> Analyse basée sur le mémoire technique (organisation de chantier, calendrier prévisionnel) et le carnet de plans	10%
Sous-critère n°4 : Travaux équipements, électricité, automatisme et supervision <i>Pertinence et justification des choix techniques concernant la conception, le dimensionnement et l'exécution des ouvrages pour la partie équipements, instrumentation, électricité, automatismes et supervision</i> <i>Qualité des équipements électromécaniques et électriques proposés</i> Analyse basée sur le mémoire technique (descriptif équipement et descriptif électricité) et le carnet de plans	5%
Sous-critère n°5 : Exploitabilité, Ergonomie et sécurité des installations <i>Pertinence et justification des choix techniques concernant l'exploitabilité, l'ergonomie des installations, les conditions de travail et la sécurité du personnel</i> Analyse basée sur le mémoire technique (descriptif détaillé) et le carnet de plans	5%
Sous-critère n°6 : Garanties d'exploitation <i>Montants des coûts d'exploitations annoncés. Pertinence et justification des coûts annoncés</i> <i>Identification des pistes d'optimisation des coûts d'exploitations</i> Analyse basée sur Bilan prévisionnel d'exploitation et le Cahier des Garanties Souscrites, et le mémoire technique	5%

Critère n°2 - Prix	45%
Coût d'investissement <i>Le montant pris en compte sera celui du coût d'investissement total figurant à l'acte d'engagement</i> <i>Le calcul des notes relatives au prix est réalisé selon la formule suivante :</i> $N = (1 - 1,5 \times (1 - \text{Offre la plus basse} / \text{Offre Analysée})) \times 45$ Analyse basée sur l'Acte d'Engagement et la DPGF <i>N.B : lorsque le résultat obtenu est négatif, la note attribuée est 0</i>	45%

12.6. Négociation

Après analyse l'acheteur élimine :

1. Les offres inappropriées,
2. Les offres jugées anormalement basses,

Les offres irrégulières et inacceptables qui ne sont pas anormalement basses sont conservées dans la phase de négociation à condition qu'elles soient régularisées ou rendues acceptables au cours la négociation.

La négociation se déroulera avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre (à l'exception des candidats n'ayant remis qu'une offre inappropriée ou anormalement basse) selon les modalités indicatives suivantes :

- **Phase n°1** : suite à première analyse des offres, envoi d'une série de questions dans un délai indicatif de 2 semaines après réception des offres. Il n'est pas exigé de réponse écrite des candidats en amont de la Phase n°2

- Phase n°2 : suite à l'envoi des questions issues de la Phase n°1, organisation possible d'une audition des candidats dans un délai minimum indicatif d'une semaine après envoi des questions
- Phase n°3 : suite au déroulé des auditions éventuelles, formalisation d'éventuelles questions complémentaires à celles de la Phase n°1, issues de l'audition
- Phase n°4 : un délai indicatif de 10 jours sera laissé aux candidats pour apporter les réponses aux questions, et constituer leur offre technique et financière finale

La négociation portera sur le montant de l'offre, et sur les aspects techniques et organisationnels proposés dans l'offre du candidat dans le but d'améliorer la notation de l'offre relativement aux critères définis au présent RC.

A l'issue de la ou des phases de négociation, l'acheteur informe les candidats de la fin de la négociation et fixe un délai de remise de l'offre finale.

Lors de la phase de jugement, les offres finales encore inacceptables sont éliminées ; Les offres finales encore irrégulières peuvent faire l'objet, au choix de l'acheteur, d'une régularisation à condition que celle-ci ne modifie pas l'offre.

Les offres restantes sont ensuite classées par application des critères de jugement décrits au chapitre 12.5.

12.7. Sélection de l'offre attributaire

A l'issue de la négociation, après classement des offres finales selon les critères définis au chapitre 12.4 ci-dessus, l'acheteur attribue le marché au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

12.8. Documents à fournir

Documents à produire par l'attributaire du marché :

Après attribution du marché, le pouvoir adjudicateur invitera, par voie électronique le soumissionnaire retenu à produire, les documents suivants :

1. L'acte d'engagement et ses annexes datés et **signé numériquement** ;
2. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
3. Une attestation de régularité fiscale ;
4. Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle d'entreprise ;
5. Numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique ;

6. La délégation de pouvoir de la personne habilité à engager la société si son nom ne figure pas sur l'extrait cité au point ci-dessus ;
7. Pour les employeurs établis hors de France uniquement : Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 et D. 8222-7 ;
8. La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié la date d'embauche, la nationalité, le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (tous les six mois) ;
9. Si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
10. Si l'attributaire est un groupement d'entreprises uniquement : le mandataire doit fournir, un document d'habilitation **signé** par les autres membres du groupement précisant les conditions de cette habilitation et notamment l'autorisation donnée au mandataire de signer l'offre au nom du cotraitant. A défaut de transmission de ce document d'habilitation du mandataire, il sera demandé aux cotraitants n'ayant pas remis ce document de signer le contrat selon les modalités prévues à l'article ***Erreur ! Source du renvoi introuvable.*** ci-après.

Si le candidat retenu est un groupement d'entreprises, le mandataire du groupement devra faire parvenir au pouvoir adjudicateur les justificatifs exigibles de tous les cotraitants.

Les candidats sont invités à remettre ces documents dès le dépôt de l'offre dans un souci de bonne gestion des délais de procédure.

12.9. Arrêt de la procédure

Conformément aux articles R2185-1 e R2185-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur peut, à tout moment, déclarer la procédure sans suite. Il communique, alors, dans les plus brefs délais, les motifs de sa décision de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure.

Article 13. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les décisions qui seront prises pourront faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- a) Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- b) Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- c) Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- d) Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON

184 rue Duguesclin

69433 LYON

Tél. : 04.78.14.10.62 - Fax. : 04.78.14.10.65

Email : greff.ta-lyon@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au :

Palais des Juridictions administratives

184 rue Duguesclin

69433 LYON CEDEX 03